

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO



**LOI FIXANT LES REGLES RELATIVES A
L'ACTIVITE DE LA MICROFINANCE EN
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**

DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO

**LAW ESTABLISHING THE RULES RELATING TO
THE ACTIVITIES OF MICROFINANCE IN
DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO**

EXPOSE DES MOTIFS

La présente loi a pour objet de régir l'activité de Microfinance en République Démocratique du Congo.

En effet, l'environnement économique de notre pays a été caractérisé depuis longtemps par :

- le manque d'intégration du secteur informel dans l'économie réelle ;*
- l'existence du secteur financier très peu développé et mal lotis qui se traduit, entre autres, par une bancarisation très faible, concentrée du reste, dans quelques grandes villes du pays ;*
- l'intermédiation déficiente ;*
- l'absence d'investissement dans les infrastructures financières de proximité;*
- la fiscalité inappropriée à l'émergence des Institutions de Microfinance ;*
- le développement désordonné du secteur informel ;*
- la quasi absence de la monnaie scripturale dans les échanges ; et*
- l'utilisation généralisée des monnaies étrangères dans l'économie.*

Ces contraintes ont des conséquences défavorables évidentes sur le cadre macroéconomique à la base d'un taux d'inflation élevé avec comme corollaire une paupérisation à la fois généralisée et persistante de la majorité de la population. Elles sont aussi à l'origine d'un grand taux de thésaurisation de la monnaie au détriment de la part drainée dans les circuits financiers officiels.

En conséquence, les ménages à faibles revenus, les petites et moyennes entreprises ou industries ne peuvent pas avoir un accès conséquent aux services financiers de base.

Pourtant, il s'avère qu'à travers le monde, les services financiers d'épargne et/ou de crédit au bénéfice des populations vulnérables ont permis à ces dernières de franchir les barrières de l'exclusion et d'améliorer de manière significative leur qualité de vie et d'inciter le pays au développement.

La Microfinance peut devenir, dès lors, l'un des leviers déterminants du développement et de la lutte contre la pauvreté en contribuant entre autres à l'amélioration du cadre macroéconomique à travers notamment :

- la baisse du taux de la thésaurisation de la monnaie ;*
- l'accès au système d'épargne et de crédit par les couches sociales les plus pauvres ;*
- la déconcentration et l'extension géographique de la bancarisation ;*
- le drainage de la quasi-totalité de la monnaie dans le circuit bancaire alors qu'à ce jour, près de 30% seulement y passent ;*
- l'accroissement et la diversification des investissements sur l'ensemble du territoire national à la faveur du crédit qui deviendra plus accessible à tous ;*
- l'augmentation du Produit Intérieur Brut par l'accroissement et la diversification des investissements ;*
- la maîtrise et le raffermissement du taux de change de la monnaie nationale et l'augmentation induite du pouvoir d'achat de la population ;*

EXPLANATORY MEMORANDUM

This Act is to regulate the activity of Microfinance in the Democratic Republic of Congo-.

because the economic environment of our country was long characterized by:

The lack of integration of the informal sector in real economy; -

The existence of poorly developed and poorly off financial sector resulting, among others, by a very low banking penetration, the rest concentrated in a few major cities; -

Deficient intermediation; -

Lack of investment in financial infrastructure of proximity; -

Improper taxation to the emergence of Microfinance Institutions; -

The disordered development of the informal sector; -

The virtual absence of bank money in trade; and

-.the widespread use of foreign currency in the economy

These constraints have obvious adverse impact on the macroeconomic framework based on a high rate of inflation with the resulting impoverishment both widespread and persistent of majority Population. They are also the source of a large hoarding rate of the currency at the expense of the share drained into the formal financial channels.

As a result, low-income households, small and medium enterprises or industries can not have a Therefore access to basic financial services. Yet it turns out that throughout the world, financial services savings and / or credit to vulnerable populations have enabled them to cross the barriers of exclusion and improve significantly their . quality of life and to encourage the country to development

Microfinance can become therefore one of the key levers of development and the fight against poverty by contributing among other things to improve the macroeconomic framework through:

-

the lower rate of hoarding of money; -

Access to savings and credit system by the poorest social strata; -

Decentralization and geographical extension of banking; -

Drainage of virtually all of the currency in the banking system so that to date almost 30% only spend it; -

The increase and diversification of investments across the country in favor of credit that will become more accessible to all; -

The increase of the GDP by the increase and diversification of investments; -

Control and a stronger exchange rate of the national currency and the induced increase in the purchasing power of the population;

- *l'appui indispensable à la décentralisation politico-administrative à la suite de la déconcentration financière que devra susciter la promotion de la Microfinance ;*
- *l'amélioration des recettes de l'Etat consécutive à l'augmentation du Produit Intérieur Brut.*

Pour toutes ces raisons, la République Démocratique du Congo qui ne pouvait plus se permettre d'ignorer cette réalité, a initié depuis l'année 2000 une réforme du secteur de la Microfinance.

Cette réforme vise notamment la mise en place d'un cadre légal spécifique suffisamment clair, flexible, innovant et structurel pouvant permettre le développement, la professionnalisation et l'assainissement du secteur de la Microfinance et surtout favoriser la bancarisation de masses, dans la perspective de la mise en place d'un système financier inclusif opérant, à terme, en temps réel.

L'activité de Microfinance est ouverte à toute personne sans discrimination notamment à la femme, conformément aux prescrits de l'article 14 de la Constitution.

Enfin, les articulations essentielles de la présente loi comprennent quatre titres ci-après :

- *le titre 1^{er} consacré aux dispositions générales.*
- *le titre 2 relatif aux dispositions spécifiques aux Institutions de Microfinance ;*
- *le titre 3 traite des sanctions tirées essentiellement de la loi bancaire ;*
- *le titre 4 est consacré aux dispositions transitoires et finales.*

Telle est l'économie générale de la présente loi.

the essential support to the political and administrative decentralization in the wake of the financial decentralization that will stimulate Promotion of the Microfinance;

-Improving state revenues consequent to the increase of Gross Domestic Product

For these reasons, the Democratic Republic of Congo who could no longer afford to ignore this reality, has initiated since 2000 a reform of the microfinance sector.

This reform aims include the establishment of a specific legal framework sufficiently clear, flexible, innovative and structural that can enable the development, professionalization and consolidation of the microfinance sector and especially encourage banking mass, in view of the establishment of an inclusive financial system operating eventually in real time.

The microfinance activity is open to everyone without discrimination, particularly to women, in accordance with the prescribed Article . 14 of the Constitution

Finally, the essential articulations of this Act include four titles below:

- 1 title on general provisions. -

Title 2 on specific provisions for Microfinance Institutions: -

Title 3 deals with sanctions mainly drawn from the banking law; -

Title 4 deals with the transitional and final provisionsCONGO..

This is the general economy of this Act

**LOI N° 11/020 DU 15 SEPTEMBRE 2011 FIXANT LES REGLES
RELATIVES A L'ACTIVITE DE LA MICROFINANCE EN REPUBLIQUE
DEMOCRATIQUE DU CONGO**

L'Assemblée Nationale et le Sénat ont adopté ;

**Le Président de la République promulgue la loi dont la
teneur suit :**

TITRE I : DES DISPOSITIONS GENERALES

CHAPITRE 1^{ER} : DE L'OBJET ET DU CHAMP D'APPLICATION

Article 1^{er}

La présente loi fixe les dispositions relatives à l'activité de la Microfinance en République Démocratique du Congo conformément aux articles 122 point 8 et 123 point 4 de la Constitution.

Article 2

Sans préjudice des dispositions de la loi bancaire relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédits, la présente loi s'applique aux personnes morales qui, quelle que soit leur forme juridique, réalisent à titre de profession habituelle les opérations de Microfinance visées aux articles 6 et 7.

Article 3

Sans préjudice des dispositions de la loi bancaire portant dispositions applicables aux coopératives d'épargne et de crédit, les coopératives d'épargne et de crédit effectuent des opérations de microfinance.

Les banques agréées peuvent réaliser des opérations de microfinance. Elles demeurent régies par la loi bancaire.

**LAW NO 11/020 OF 15 September 2011 LAYING DOWN THE RULES
RELATING TO THE ACTIVITIES OF MICROFINANCE IN DEMOCRATIC
REPUBLIC OF**

THE National Assembly and the Senate have adopted,

**The President of the Republic promulgates the law which
reads as follows:**

PART I: GENERAL

PROVISIONS, CHAPTER 1: OBJECT AND SCOPE

Article 1

This law establishes provisions the activity of Microfinance in the Democratic Republic of Congo in accordance with Articles 122 and 123 point 8 point 4 of the Constitution.

Article 2

Without prejudice to the provisions of the Banking Law relating to the activity and supervision of credit institutions, the This Act applies to legal persons who, whatever their legal form, perform as usual occupation Microfinance operations under Articles 6 and 7.

Article 3

Without prejudice to the provisions of the Banking Act on provisions applicable to cooperatives Savings and credit cooperatives savings and credit conduct microfinance operations.

Authorised banks may perform microfinance operations. They remain governed by the Banking Act.

Les dispositions de la présente loi, relatives au principe de non discrimination, aux sûretés, aux privilèges de poursuite, à la réglementation de la concurrence et à la protection des clients s'appliquent aux banques et aux coopératives d'épargne et de crédit lorsqu'elles réalisent les opérations de microfinance.

Article 4

Les associations sans but lucratif ne sont pas autorisées à réaliser les opérations de Microfinance.

CHAPITRE 2 : DES DEFINITIONS

Article 5

Aux termes de la présente loi, on entend par :

1. **Abus de position dominante** : l'exploitation abusive de son statut personnel pour imposer ses règles sur le marché ;
2. **Aides publiques faussant la concurrence** : les facilités accordées par l'Etat, sous quelque forme que ce soit, susceptibles de fausser la compétition entre les entreprises;
3. **Dirigeant** : tout membre de l'institution de Microfinance qui participe à la prise de décision dans les organes d'administration et/ou de gestion;
4. **Droit de rétention** : sureté par laquelle un créancier peut détenir légitimement un bien de son débiteur, ayant un lien de connexité, dès lors qu'il n'est pas désintéressé de ce qui lui est dû jusqu'au parfait paiement, indépendamment de toute autre sureté.
5. **Ententes restrictives de concurrence** : tous les accords entre les entreprises, les décisions d'associations d'entreprises et les pratiques concertées entre les entreprises, ayant pour objet ou pour effet de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence ;
6. **l'épargne** : les fonds recueillis par l'Institution de Microfinance auprès du public sous forme de dépôts, avec le droit d'en disposer dans le cadre de ses activités et la charge de les restituer à la demande du déposant, selon les termes convenus ;
7. **Groupe** : un ensemble de personnes physiques ou morales, ayant entre elles une interdépendance financière génératrice d'un lien juridique de solidarité;
8. **Institution de Microfinance** : personne morale qui réalise, à titre de profession habituelle, des opérations de Microfinance ;

The provisions of this Act, relating to the principle of non-discrimination, to security, to further privileges, regulation of competition and customer protection apply to banks and cooperative savings and credit in the conduct microfinance operations²...

Article 4

The non-profit associations are not allowed to carry Microfinance Operations

CHAPTER DEFINITIONS

Article 5

Under this Act, the term by:

1. Abuse of dominance: the abuse of his status

personal to impose its rules on the market; 2. Public aid distorting competition: the facilities granted by the State in any form whatsoever, which could distort competition between firms; 3. Ruler: any member of the Microfinance institution that participates in decision-making in the administration and / or management bodies; 4. Right of retention: nuclear safety by which a creditor can legitimately hold any property of the debtor, having a nexus, since it is not disinterested in what is due to him until full payment, regardless of other safety. 5. Agreements restrictive of competition: all agreements between undertakings, decisions by associations of undertakings and concerted practices between companies, the object or effect of restricting or distorting competition; 6. savings: funds collected by the Microfinance Institution to the public in the form of deposits with the right to dispose of part of its activities and the charge to return to the request of the applicant, according to the agreed terms; 7. Group: a group of natural or legal persons, having between them a financial interdependence generating a legal bond of solidarity; 8. Microfinance Institution: legal person who manufactures, as a

regular occupation of Microfinance operations;

9. **Loi bancaire** : loi bancaire relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit ;
10. **Microfinance** : l'offre, à titre habituel, de services financiers incluant des personnes n'ayant pas accès au système bancaire classique ;
11. **Nantissement de matériel professionnel** : l'acte par lequel un client d'une Institution de Microfinance constitue, au profit de celle-ci, une garantie portant sur un matériel lui appartenant, non grevé et servant à l'exercice de sa profession. Cette garantie se réalise sans déposséder le client de son bien ;
12. **Opération de crédit-bail** : l'opération par laquelle une institution de microfinance acquiert, à la demande de son client, la propriété des équipements mobiliers ou immobiliers, à usage professionnel ou individuel, en vue de les donner à ce dernier, en location pour une durée déterminée, en contrepartie du paiement de redevance ou de loyer ;
13. **Opération de crédit direct** : l'opération de prêt consenti sans obligation d'épargne préalable, sous réserve d'un éventuel dépôt de garantie exigé au moment du déblocage de prêt ;
14. **Opération de micro-crédit** : tout acte par lequel une Institution de Microfinance met ou promet de mettre des fonds à la disposition de la clientèle ainsi que tout acte par lequel elle prend un engagement au profit de sa clientèle par signature tel un aval, une caution.
15. **Opérations ou services de Microfinance** : les activités de banque réalisées suivant des techniques propres à la Microfinance ;
16. **Réglementation prudentielle** : un ensemble des règles spécifiques qui permettent de surveiller la solvabilité financière des Institutions agréées et d'assurer la protection de l'ensemble du système financier ainsi que celle des déposants ;
17. **Réglementation non prudentielle** : un ensemble des règles relatives aux établissements de crédit agréés par la Banque Centrale du Congo qui ne visent pas la prévention de l'insolvabilité ;
18. **Services financiers** : les services d'épargne et/ou de crédit, ainsi que tous les services connexes, permettant aux bénéficiaires d'améliorer leur niveau de vie et d'accéder à un développement humain durable en vue d'une meilleure intégration sociale ;
19. **Solidarité** : sureté par laquelle un créancier peut exiger de l'un quelconque de ses débiteurs constitués en groupe le paiement de la totalité de sa créance, sauf le recours entre les débiteurs ;
20. **Système bancaire** : un ensemble constitué de la Banque Centrale du Congo et des banques agréées par elle, conformément à la loi bancaire.

9. Banking Law: Banking Law relating to the activity and supervision of credit institutions; 10. Microfinance: the offer, on a regular basis, financial services

including those without access to traditional banking system; 11. Pledging of professional equipment: the act by which a client of a microfinance institution is in favor of it, a guarantee for material owned, unencumbered and for the exercise of his profession. This guarantee is achieved without depriving the customer of the good; 12. leasing operation: the operation by which a microfinance institution acquires, at the request of its client, ownership of movable and immovable equipment in a business or individual use, in order to give them the latter in rent for a specified period in return for payment of royalty or rent; 13. direct credit operation: the loan transaction made without previous savings, subject to a possible deposit required at time of release of the loan; 14. microcredit operation: any act by which a microfinance institution makes or promises to make funds available to the customer as well as any act by which it makes a commitment to the benefit of its customers by signing such a downstream a caution. 15. Microfinance Operations or services: banking activities

conducted following the techniques to Microfinance; 16. Prudential regulation: a set of specific rules that monitor the financial solvency of licensed institutions and the protection of the entire financial system and that of depositors; 17. Non-Prudential Regulation: a set of rules on credit institutions licensed by the Central Bank of Congo that do not aim the prevention of insolvency; 18. Financial services: savings and / or credit, as well as all related services, enabling recipients to improve their standard of living and access to sustainable human development for better social integration ; 19. Solidarity: nuclear safety by which a creditor may require from any of its debtors group constituted payment of the full amount due, unless the appeal between debtors; 20. Banking system: an

assembly of the Central Bank of Congo and banks licensed by it in accordance with the Banking Act³.

CHAPITRE 3 : DES OPERATIONS ET DES SERVICES DE MICROFINANCE

Article 6

Les Institutions de Microfinance effectuent les opérations suivantes:

1. la collecte de l'épargne;
2. l'octroi de micro-crédit.

Article 7

Dans les conditions définies par la Banque Centrale du Congo, les Institutions de Microfinance effectuent les opérations spécifiques ci – après :

1. les opérations de crédit-bail ;
2. toute autre activité ou opération autorisée par la Banque Centrale du Congo.

Elles effectuent également les services connexes dont notamment :

1. la location de coffre-fort ;
2. les actions de formation et de conseil à leur clientèle ;
3. le transfert de fonds et la distribution de la monnaie électronique ;

La Banque Centrale du Congo limite l'importance de ces opérations et services par rapport à l'ensemble des activités de collecte de l'épargne et/ou d'octroi de micro-crédit.

Article 8

Chaque Institution d'épargne et de crédit doit avoir en son sein une structure de formation financière pour informer la population et les clients en connaissance de cause.

Les structures de formation comprendront des experts en matière bancaire et financière.

CHAPITRE 4 : DU PRINCIPE DE LA NON DISCRIMINATION

Article 9

Toute personne a, selon ses capacités, accès aux prestations fournies par les Institutions de microfinance sans discrimination aucune.

CHAPTER TRANSACTIONS AND SERVICES

MICROFINANCE

Article 6

Microfinance institutions do the following:

- 1 . the collection of savings;
2. granting microcredit after.

Article 7

Under the conditions set by the Central Bank of Congo, Microfinance Institutions perform specific operations above -

1. leasing operations;
2. any other activity or operation authorized by the Central Bank of

.Congo,

they also perform related services including:

1. the safe rental;
2. training and counseling to their clients;
3. the transfer of funds and distribution of electronic

money;. The Central Bank of Congo limits the importance of these operations and services in relation to all savings collection activities and / or micro-credit.

Article 8

Each of savings and credit institution must have in its midst a financial training structure to inform the public and customers informed. The training facilities include experts in banking and finance4:..

CHAPTER THE PRINCIPLE OF NON-DISCRIMINATION

Article 9

Everyone has, according to his ability, access to services provided by microfinance institutions without any discrimination

Article 10

L'activité de Microfinance est ouverte dans toute sa plénitude à la femme, notamment dans la participation au capital, l'ouverture de comptes, l'accès au crédit ou à tout autre service.

TITRE II : DES DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX INSTITUTIONS DE MICROFINANCE

CHAPITRE 1^{ER} : DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE

Section 1^{ère} : Des Catégories, de la forme juridique, du capital minimum et de l'agrément

Article 11

Les Institutions de Microfinance sont réparties en deux catégories, à savoir :

1. les entreprises de micro-crédit ;
2. les sociétés de Microfinance.

Article 12

Les entreprises de micro-crédit effectuent des opérations de crédit direct en faveur de leurs clients. Elles ne collectent pas l'épargne du public.

Article 13

Les sociétés de microfinance collectent l'épargne du public et octroient des crédits à leurs clients.

Article 14

Les institutions de microfinance se constituent soit en société privée à responsabilité limitée, soit en société par actions à responsabilité limitée.

Une institution de microfinance peut se transformer conformément à la législation sur les sociétés commerciales, après autorisation de la Banque Centrale du Congo.

Les Institutions de Microfinance se constituant ou se transformant en SARL sont dispensées d'autorisation du Gouvernement pour leur constitution ou leur transformation. Cette dispense s'étend aux augmentations de capital.

Article 10

The Microfinance activity is open in all its fullness to women, particularly in the equity investment, the opening of accounts, access to credit or other services.

TITLE PROVISIONS SPECIFIC TO

MICROFINANCE

INSTITUTIONS, CHAPTER 1: MICROFINANCE INSTITUTIONS

Section 1st: Categories, of legal form, capital minimum and approval

Article 11

The Microfinance Institutions are divided into two categories, namely:

1. micro-credit enterprises; 2. Microfinance companies.

Article 12

Micro-credit companies make direct credit transactions for their clients. They do not collect savings from the public.

Article

13 microfinance companies collect public savings and to provide credit to their customers.

Article 14

Microfinance institutions are to be private limited company or a corporate limited liability.

A microfinance institution can transform according to the law on commercial companies, after authorization by the Central Bank of Congo.

Microfinance institutions constituting or transforming into SARL are exempted from authorization from the Government for their constitution or transformation. This exemption extends to capital increases.

Article 15

La Banque Centrale du Congo fixe le capital minimum des Institutions de Microfinance.

Le capital souscrit est intégralement libéré à la constitution de l'Institution de Microfinance.

Article 16

Avant d'exercer ses activités sur le territoire de la République Démocratique du Congo, toute Institution de microfinance est agréée par la Banque Centrale du Congo.

Sans préjudice des dispositions de la loi bancaire, une instruction de la Banque Centrale du Congo fixe les conditions, ainsi que la procédure d'octroi et de retrait d'agrément des Institutions de Microfinance.

Section 2 : De l'approbation, des interdictions et des incompatibilités

Article 17

Conformément à la loi bancaire, sont subordonnés à l'approbation préalable de la Banque Centrale du Congo :

1. toute modification des statuts d'une Institution de microfinance ;
2. toute opération de fusion, d'absorption, de scission, de transformation, ainsi que la cession volontaire d'une Institution de microfinance ou toute fermeture de celle-ci ;
3. l'ouverture ou la fermeture d'une succursale, d'une agence, d'un guichet ou d'un point de service par une Institution de microfinance ;
4. tout changement de catégorie par une Institution de microfinance.

La Banque Centrale du Congo décide dans les soixante jours de la date mentionnée sur l'attestation de dépôt du dossier complet. L'absence de décision à l'expiration de ce délai vaut approbation.

Article 18

Nul ne peut être promoteur, associé ou dirigeant d'une Institution de microfinance, ni disposer du pouvoir de signer pour compte de celle-ci, si :

1. il n'est pas de bonne conduite et de bonne moralité ;

Article 15

The Central Bank of Congo sets the minimum capital of Microfinance Institutions.

The subscribed capital is fully paid at the constitution of the Microfinance Institution.

Article 16

Prior to his activities in the territory of the Democratic Republic of Congo, any microfinance institution is authorized by the Central Bank of Congo.

Without prejudice to the provisions of the Banking Act, a statement of the Central Bank of Congo establishes the conditions and the procedure for granting and withdrawal of approval of Microfinance Institutions².

Section The approval, prohibitions and incompatibilities**Article 17**

In accordance with the Banking Act, are subject to the prior approval of the Central Bank of Congo:

1. any change in the statutes of a microfinance institution; 2. any merger, absorption, division, transformation, and the voluntary assignment of a Microfinance Institution or closing it; 3. the opening or closing of a branch, an agency, a window or a point of service by a microfinance institution; 4. Any change in category from a microfinance institution.

The Central Bank of Congo decided within sixty days of the date stated on the certificate of deposit of the complete file. If no decision on the expiry of that period is approvedif:.

Article 18

No one shall be promoter, partner or officer of a Microfinance Institution or have the authority to sign on behalf of it,

1. it is not of good conduct and good character;

2. il a été condamné en dernier ressort en République Démocratique du Congo ou à l'étranger comme auteur, complice ou pour tentative de commission de l'une des infractions ci-après :
 - a. faux monnayage ;
 - b. contrefaçon ou falsification de billets de banque, d'effets publics et de marques ;
 - c. contrefaçon ou falsification de sceaux, de timbres, de poinçons et de marques ;
 - d. faux et usage de faux ;
 - e. vol, extorsion, détournement ou abus de confiance, escroquerie, recel ou grivèlerie ;
 - f. banqueroute simple ou frauduleuse, circulation fictive d'effets de commerce ;
 - g. émission de chèque sans provision ;
 - h. corruption ou concussion ;
 - i. blanchiment de capitaux ;
 - j. financement du terrorisme ;
 - k. infraction à la loi bancaire, à la loi sur les coopératives d'épargne et de crédit, ainsi qu'à la réglementation de change ;
 - l. toute autre infraction pour laquelle les droits civiques lui auraient été retirés ;
3. il a déjà perdu la qualité de dirigeant d'un établissement de crédit à la suite d'un manquement grave ou de faute lourde ;
4. il a été déclaré en faillite ;
5. il a été mis à l'index par la Banque Centrale du Congo, sauf réhabilitation en sa faveur ;
6. il a pris part à l'administration, à la direction ou à la gestion courante d'un établissement de crédit dont la dissolution forcée a été ordonnée ou dont la faillite a été déclarée.

Lorsque la décision dont résulte l'une des interdictions visées au présent article est par la suite rapportée ou infirmée, cette interdiction cesse de plein droit, à moins que la nouvelle décision ne soit susceptible de recours.

Article 19

Nul ne peut être dirigeant d'une Institution de microfinance si :

1. il exerce des fonctions de responsabilité dans une institution concurrente, ayant totalement ou partiellement le même objet social ;
2. il est fonctionnaire ou agent de carrière des services publics de l'Etat ;

June

2. he was sentenced last spring in the Democratic Republic of Congo or abroad as author or accomplice to attempted commission of any of the following offenses: a. counterfeiting; b. counterfeiting or falsification of bank notes, treasury bills and

brands; c. counterfeiting or falsification of seals, stamps, punches and brands; d. forgery and use; e. theft, extortion, embezzlement or breach of trust, fraud, receiving

or making off without payment; f. single or fraudulent bankruptcy, fictitious circulation of

commercial paper; g. issuance of bad check; h. corruption or extortion; i. money laundering; j. financing of terrorism; k. breach of the Banking Act, the law on cooperatives of savings

and credit, as well as regulatory changes; l. any other offense for which civil rights have been forfeited;

3. it has already ceased to be an officer of a credit institution as

a result of serious misconduct or gross negligence; 4. it has been declared bankrupt; 5. he was blacklisted by the Central Bank of Congo, except

rehabilitation in his favor; 6. He took part in the administration, management or the ongoing management of a credit institution with the forced dissolution was ordered or whose bankruptcy was declared.

When the decision that results in any of the prohibitions under this section is subsequently revoked or invalidated, the prohibition ceases automatically, unless the new decision is subject to appeal.

Article 19

No one shall be an officer of a microfinance institution

1. he held positions of responsibility in a competing institution, have

entirely or partially the same corporate purpose; 2. it is official or career agent utility of the State;